

RÉSISTER **FO** **ET NE PAS LÂCHER** *la force syndicale*

Chômage, licenciements, perte du pouvoir d'achat, précarité... telles sont les conséquences dramatiques qui touchent les travailleurs et retraités. Ils paient l'addition d'un menu qu'ils n'ont pas commandé.

La dégradation de la situation économique et sociale s'accroît, sans que le gouvernement et le patronat ne mesurent l'aggravation de l'injustice sociale et prennent véritablement leurs responsabilités. Ce ne sont d'ailleurs pas les quelques avancées obtenues qui amélioreront durablement la situation des salariés.

Le gouvernement ne répond toujours pas aux appels répétés des travailleurs, si ce n'est par quelques provocations, signifiant par exemple son refus d'augmenter d'une manière conséquente le SMIC au 1^{er} juillet prochain, sa volonté de généraliser le travail du dimanche ou les 34 000 suppressions de postes en 2010 dans la fonction publique

Les plans de relance, basés uniquement sur l'investissement sans le soutien à la consommation par l'augmentation générale des salaires, resteront inefficaces. Il faut une véritable rupture de la politique économique et sociale.

La réussite du 1^{er} Mai et surtout des 29 janvier et 19 mars n'a pas suffisamment pesé: nos revendications demeurent sans réponse. Pour Force Ouvrière, il est évident que la mobilisation doit maintenant monter d'un cran en changeant de forme d'action. Un appel commun de l'ensemble des organisations syndicales à vingt-quatre heures de grève est nécessaire pour faire bouger le gouvernement et le patronat.

C'est une question d'efficacité et de pragmatisme. Le syndicat est un outil pour les travailleurs. Son rôle est de les défendre et de les représenter, pas de cogérer la crise avec les pouvoirs publics.

ALORS CONTINUONS A MARTELER NOS REVENDICATIONS.

SALAIRES ET PENSIONS

- ✓ Nous revendiquons une hausse du SMIC de 15% ainsi que la généralisation de la prime de transport, qui permettront une véritable relance économique par la consommation interne.
- ✓ Nous demandons au gouvernement qu'il convoque immédiatement les commissions mixtes paritaires de branches afin qu'elles négocient et répercutent des hausses de salaire dans les grilles conventionnelles.
- ✓ Sans attendre, le gouvernement doit ouvrir les négociations dans la fonction publique pour prendre en compte le retard accumulé du traitement des fonctionnaires.
- ✓ Nous revendiquons une revalorisation des pensions et retraites pour contrer la baisse du pouvoir d'achat.

EMPLOI:

NOUS EXIGEONS:

- ✓ Un gel des licenciements.
- ✓ Le conditionnement des aides publiques aux entreprises à des engagements en termes d'emploi, de non-délocalisation et de salaires.
- ✓ L'indemnisation du chômage partiel à 100%.
- ✓ L'allongement de la durée d'indemnisation du chômage et un relèvement du niveau d'indemnisation.
- ✓ La mise en place d'une allocation d'insertion pour les jeunes de moins de vingt-cinq ans.
- ✓ L'abandon de toute généralisation du travail du dimanche.
- ✓ L'arrêt des suppressions d'emplois dans la fonction publique d'État (cent mille en moins de quatre ans).
- ✓ La mise en place de préretraites.

SERVICES PUBLICS ET PROTECTION SOCIALE:

NOUS REVENDIQUONS:

- ✓ La garantie d'un service public républicain, ce qui nécessite l'abandon de la RGPP (Révision générale des politiques publiques) et une garantie de la protection sociale collective, qui assurent un rôle essentiel en matière de solidarité, d'égalité de droit et d'amortisseur social. La loi HPST (loi Hôpital, patients, santé, territoires) doit, dans cette perspective, être ajournée. De même, nous exigeons l'abrogation de la loi TEPA (Travail, emploi, pouvoir d'achat), qui pénalise l'emploi et qui prive l'État et les organismes sociaux de recettes permettant le maintien d'une république solidaire.



**ALORS, CONTINUONS À MARTELER
NOS REVENDICATIONS
ET NOS EXIGENCES EN MATIÈRE
D'ACTION EFFICACE.**

<http://www.force-ouvriere.fr/>